

Noam Chomsky

## Le lavage de cerveaux en liberté

*- Propos recueillis par Daniel Mermet -*

**Commençons par la question des médias. En France, en mai 2005, lors du référendum sur le traité de Constitution européenne, la plupart des organes de presse étaient partisans du « oui », et cependant 55 % des Français ont voté « non ». La puissance de manipulation des médias ne semble donc pas absolue. Ce vote des citoyens représentait-il aussi un « non » aux médias ?**

Le travail sur la manipulation médiatique ou la fabrique du consentement fait par Edward Herman et moi n'aborde pas la question des effets des médias sur le public (1). C'est un sujet compliqué, mais les quelques recherches en profondeur menées sur ce thème suggèrent que, en réalité, l'influence des médias est plus importante sur la fraction de la population la plus éduquée. La masse de l'opinion publique paraît, elle, moins tributaire du discours des médias.

Prenons, par exemple, l'éventualité d'une guerre contre l'Iran : 75 % des Américains estiment que les Etats-Unis devraient mettre un terme à leurs menaces militaires et privilégier la recherche d'un accord par voie diplomatique. Des enquêtes conduites par des instituts occidentaux suggèrent que l'opinion publique iranienne et celle des Etats-Unis convergent aussi sur certains aspects de la question nucléaire : l'écrasante majorité de la population des deux pays estime que la zone s'étendant d'Israël à l'Iran devrait être entièrement débarrassée des engins de guerre nucléaires, y compris ceux que détiennent les troupes américaines de la région. Or, pour trouver ce genre d'information dans les médias, il faut chercher longtemps.

Quant aux principaux partis politiques des deux pays, aucun ne défend ce point de vue. Si l'Iran et les Etats-Unis étaient d'authentiques démocraties à l'intérieur desquelles la majorité détermine réellement les politiques publiques, le différend actuel sur le nucléaire serait sans doute déjà résolu. Il y a d'autres cas de ce genre.

Concernant, par exemple, le budget fédéral des Etats-Unis, la plupart des Américains souhaitent une réduction des dépenses militaires et une augmentation, en revanche, des dépenses sociales, des crédits versés aux Nations unies, de l'aide économique et humanitaire internationale, et enfin l'annulation des baisses d'impôts décidées par le président George W. Bush en faveur des contribuables les plus riches.

Sur tous ces sujets-là, la politique de la Maison Blanche est totalement contraire aux réclamations de l'opinion publique. Mais les enquêtes qui relèvent cette opposition publique persistante sont rarement publiées dans les médias. Si bien que les citoyens sont non seulement écartés des centres de décision politique, mais également tenus dans l'ignorance de l'état réel de cette même opinion publique.

Il existe une inquiétude internationale relative à l'abyssal « double déficit » des Etats-Unis : le déficit commercial et le déficit budgétaire. Or ceux-ci n'existent qu'en relation étroite avec un troisième déficit : le déficit démocratique, qui ne cesse de se creuser, non seulement aux Etats-Unis, mais plus généralement dans l'ensemble du monde occidental.

**Chaque fois qu'on demande à un journaliste vedette ou à un présentateur d'un grand journal télévisé s'il subit des pressions, s'il lui arrive d'être censuré, il réplique qu'il est entièrement libre, qu'il exprime ses propres convictions. Comment fonctionne le contrôle de la pensée dans une société démocratique ? En ce qui concerne les dictatures, nous le savons.**

Quand des journalistes sont mis en cause, ils répondent aussitôt : « *Nul n'a fait pression sur moi, j'écris ce que je veux.* » C'est vrai. Seulement, s'ils prenaient des positions contraires à la norme dominante, ils n'écriraient plus leurs éditoriaux. La règle n'est pas absolue, bien sûr ; il m'arrive moi-même d'être publié dans la presse américaine, les Etats-Unis ne sont pas un pays totalitaire non plus. Mais quiconque ne satisfait pas certaines exigences minimales n'a aucune chance d'être pressenti pour accéder au rang de commentateur ayant pignon sur rue.

C'est d'ailleurs l'une des grandes différences entre le système de propagande d'un Etat totalitaire et la manière de procéder dans des sociétés démocratiques. En exagérant un peu, dans les pays totalitaires, l'Etat décide de la ligne à suivre et chacun doit ensuite s'y conformer. Les sociétés démocratiques opèrent autrement. La « ligne » n'est jamais énoncée comme telle, elle est sous-

entendue. On procède, en quelque sorte, au « lavage de cerveaux en liberté ». Et même les débats « passionnés » dans les grands médias se situent dans le cadre des paramètres implicites consentis, lesquels tiennent en lisière nombre de points de vue contraires.

Le système de contrôle des sociétés démocratiques est fort efficace ; il instille la ligne directrice comme l'air qu'on respire. On ne s'en aperçoit pas, et on s'imagine parfois être en présence d'un débat particulièrement vigoureux. Au fond, c'est infiniment plus performant que les systèmes totalitaires.

Prenons, par exemple, le cas de l'Allemagne au début des années 1930. On a eu tendance à l'oublier, mais c'était alors le pays le plus avancé d'Europe, à la pointe en matière d'art, de sciences, de techniques, de littérature, de philosophie. Puis, en très peu de temps, un retournement complet est intervenu, et l'Allemagne est devenue l'Etat le plus meurtrier, le plus barbare de l'histoire humaine.

Tout cela s'est accompli en distillant de la peur : celle des bolcheviks, des Juifs, des Américains, des Tziganes, bref, de tous ceux qui, selon les nazis, menaçaient le cœur de la civilisation européenne, c'est-à-dire les « *héritiers directs de la civilisation grecque* ». En tout cas, c'est ce qu'écrivait le philosophe Martin Heidegger en 1935. Or la plupart des médias allemands qui ont bombardé la population avec des messages de ce genre ont repris les techniques de marketing mises au point... par des publicitaires américains.

N'oublions pas comment s'impose toujours une idéologie. Pour dominer, la violence ne suffit pas, il faut une justification d'une autre nature. Ainsi, lorsqu'une personne exerce son pouvoir sur une autre – que ce soit un dictateur, un colon, un bureaucrate, un mari ou un patron –, elle a besoin d'une idéologie justificatrice, toujours la même : cette domination est faite « pour le bien » du dominé. En d'autres termes, le pouvoir se présente toujours comme altruiste, désintéressé, généreux.

Dans les années 1930, les règles de la propagande nazie consistaient, par exemple, à choisir des mots simples, à les répéter sans relâche, et à les associer à des émotions, des sentiments, des craintes. Quand Hitler a envahi les Sudètes [en 1938], ce fut en invoquant les objectifs les plus nobles et charitables, la nécessité d'une « intervention humanitaire » pour empêcher le « nettoyage ethnique » subi par les germanophones, et pour permettre que chacun puisse

vivre sous l'« aile protectrice » de l'Allemagne, avec le soutien de la puissance la plus en avance du monde dans le domaine des arts et de la culture.

En matière de propagande, si d'une certaine manière rien n'a changé depuis Athènes, il y a quand même eu aussi nombre de perfectionnements. Les instruments se sont beaucoup affinés, en particulier et paradoxalement dans les pays les plus libres du monde : le Royaume-Uni et les Etats-Unis. C'est là, et pas ailleurs, que l'industrie moderne des relations publiques, autant dire la fabrique de l'opinion, ou la propagande, est née dans les années 1920.

Ces deux pays avaient en effet progressé en matière de droits démocratiques (vote des femmes, liberté d'expression, etc.) à tel point que l'aspiration à la liberté ne pouvait plus être contenue par la seule violence d'Etat. On s'est donc tourné vers les technologies de la « fabrique du consentement ». L'industrie des relations publiques produit, au sens propre du terme, du consentement, de l'acceptation, de la soumission. Elle contrôle les idées, les pensées, les esprits. Par rapport au totalitarisme, c'est un grand progrès : il est beaucoup plus agréable de subir une publicité que de se retrouver dans une salle de torture.

Aux Etats-Unis, la liberté d'expression est protégée à un degré que je crois inconnu dans tout autre pays du monde. C'est assez récent. Dans les années 1960, la Cour suprême a placé la barre très haut en matière de respect de la liberté de parole, ce qui exprimait, à mon avis, un principe fondamental établi dès le XVIIIe siècle par les valeurs des Lumières. La position de la Cour fut que la parole était libre, avec pour seule limite la participation à un acte criminel. Si, par exemple, quand je rentre dans un magasin pour le dévaliser, un de mes complices tient une arme et que je lui dis : « Tire ! », ce propos n'est pas protégé par la Constitution. Pour le reste, le motif doit être particulièrement grave avant que la liberté d'expression soit mise en cause. La Cour suprême a même réaffirmé ce principe en faveur de membres du Ku Klux Klan.

En France, au Royaume-Uni et, me semble-t-il, dans le reste de l'Europe, la liberté d'expression est définie de manière très restrictive. A mes yeux, la question essentielle est : l'Etat a-t-il le droit de déterminer ce qu'est la vérité historique, et celui de punir qui s'en écarte ? Le penser revient à s'accommoder d'une pratique proprement stalinienne.

Des intellectuels français ont du mal à admettre que c'est bien là leur inclination. Pourtant, le refus d'une telle approche ne doit pas souffrir

d'exception. L'Etat ne devrait avoir aucun moyen de punir quiconque prétendrait que le Soleil tourne autour de la Terre. Le principe de la liberté d'expression a quelque chose de très élémentaire : ou on le défend dans le cas d'opinions qu'on déteste, ou on ne le défend pas du tout. Même Hitler et Staline admettaient la liberté d'expression de ceux qui partageaient leur point de vue...

J'ajoute qu'il y a quelque chose d'affligeant et même de scandaleux à devoir débattre de ces questions deux siècles après Voltaire, qui, comme on le sait, déclarait : « *Je défendrai mes opinions jusqu'à ma mort, mais je donnerai ma vie pour que vous puissiez défendre les vôtres.* » Et c'est rendre un bien triste service à la mémoire des victimes de l'Holocauste que d'adopter une des doctrines fondamentales de leurs bourreaux.

**Dans un de vos livres, vous commentez la phrase de Milton Friedman : « *Faire des profits est l'essence même de la démocratie* ».**

A vrai dire, les deux choses sont tellement contraires qu'il n'y a même pas de commentaire possible... La finalité de la démocratie, c'est que les gens puissent décider de leur propre vie et des choix politiques qui les concernent. La réalisation de profits est une pathologie de nos sociétés, adossée à des structures particulières. Dans une société décente, éthique, ce souci du profit serait marginal. Prenez mon département universitaire [au *Massachusetts Institute of Technology*] : quelques scientifiques travaillent dur pour gagner beaucoup d'argent, mais on les considère un peu comme des marginaux, des gens perturbés, presque des cas pathologiques. L'esprit qui anime la communauté académique, c'est plutôt d'essayer de faire des découvertes, à la fois par intérêt intellectuel et pour le bien de tous.

**Dans l'ouvrage qui vous est consacré aux éditions de L'Herne, Jean Ziegler écrit : « *Il y a eu trois totalitarismes : le totalitarisme stalinien, nazi et maintenant c'est Tina* (2). » Compareriez-vous ces trois totalitarismes ?**

Je ne les mettrais pas sur le même plan. Se battre contre « Tina », c'est affronter une emprise intellectuelle qu'on ne peut pas assimiler aux camps de concentration ni au goulag. Et, de fait, la politique des Etats-Unis suscite une opposition massive à l'échelle de la planète. L'Argentine et le Venezuela ont jeté le Fonds monétaire international (FMI) dehors. Les Etats-Unis ont dû renoncer à ce qui était encore la norme il y a vingt ou trente ans : le coup d'Etat militaire en Amérique latine. Le programme économique néolibéral, qui a été imposé de force à toute l'Amérique latine dans les années 1980 et 1990, est aujourd'hui rejeté dans l'ensemble du continent. Et on retrouve cette même

opposition contre la globalisation économique à l'échelle mondiale.

Le mouvement pour la justice, qui est sous les feux des projecteurs médiatiques lors de chaque Forum social mondial, travaille en réalité toute l'année. C'est un phénomène très nouveau dans l'histoire, qui marque peut-être le début d'une vraie Internationale. Or son principal cheval de bataille porte sur l'existence d'une solution de rechange. D'ailleurs, quel meilleur exemple de globalisation différente que le Forum social mondial ? Les médias hostiles appellent ceux qui s'opposent à la globalisation néolibérale les « antimondialistes », alors qu'ils se battent pour une autre mondialisation, la mondialisation des peuples.

On peut observer le contraste entre les uns et les autres, parce que, au même moment, a lieu, à Davos, le Forum économique mondial, qui travaille à l'intégration économique planétaire, mais dans le seul intérêt des financiers, des banques et des fonds de pension. Puissances qui contrôlent aussi les médias. C'est leur conception de l'intégration globale, mais au service des investisseurs. Les médias dominants considèrent que cette intégration est la seule qui mérite, en quelque sorte, l'appellation officielle de mondialisation.

Voilà un bel exemple du fonctionnement de la propagande idéologique dans les sociétés démocratiques. A ce point efficace que même des participants au Forum social mondial acceptent parfois le qualificatif malintentionné d'« antimondialistes ». A Porto Alegre, je suis intervenu dans le cadre du Forum, et j'ai participé à la Conférence mondiale des paysans. Ils représentent à eux seuls la majorité de la population de la planète...

**On vous range dans la catégorie des anarchistes ou des socialistes libertaires. Dans la démocratie telle que vous la concevez, quelle serait la place de l'Etat ?**

On vit dans ce monde, pas dans un univers imaginaire. Dans ce monde, il existe des institutions tyranniques, ce sont les grandes entreprises. C'est ce qu'il y a de plus proche des institutions totalitaires. Elles n'ont, pour ainsi dire, aucun compte à rendre au public, à la société ; elles agissent à la manière de prédateurs dont d'autres entreprises seraient les proies. Pour s'en défendre, les populations ne disposent que d'un seul instrument : l'Etat. Or ce n'est pas un bouclier très efficace, car il est, en général, étroitement lié aux prédateurs. A une différence, non négligeable, près : alors que, par exemple, General Electric n'a aucun compte à rendre, l'Etat doit parfois s'expliquer auprès de la population.

Quand la démocratie se sera élargie au point que les citoyens contrôleront les moyens de production et d'échange, qu'ils participeront au fonctionnement et à la direction du cadre général dans lequel ils vivent, alors l'Etat pourra disparaître petit à petit. Il sera remplacé par des associations volontaires situées sur les lieux de travail et là où les gens vivent.

### **Est-ce les soviets ?**

C'étaient les soviets. Mais la première chose que Lénine et Trotski ont détruit, sitôt après la révolution d'Octobre, ce sont les soviets, les conseils ouvriers et toutes les institutions démocratiques. Lénine et Trotski ont été à cet égard les pires ennemis du socialisme au XXe siècle. En tant que marxistes orthodoxes, ils ont estimé qu'une société retardataire comme la Russie de leur époque ne pouvait pas passer directement au socialisme avant d'être précipitée de force dans l'industrialisation.

En 1989, au moment de l'effondrement du système communiste, j'ai pensé que cet effondrement représentait, paradoxalement, une victoire pour le socialisme. Car le socialisme tel que je le conçois implique, au minimum, je le répète, le contrôle démocratique de la production, des échanges et des autres dimensions de l'existence humaine.

Toutefois, les deux principaux systèmes de propagande se sont accordés pour dire que le système tyrannique institué par Lénine et Trotski, puis transformé en monstruosité politique par Staline, était le « socialisme ». Les dirigeants occidentaux ne pouvaient qu'être enchantés par cet usage absurde et scandaleux du terme, qui leur a permis pendant des décennies de diffamer le socialisme authentique.

Avec un enthousiasme identique, mais de sens contraire, le système de propagande soviétique a tenté d'exploiter à son profit la sympathie et l'engagement que suscitaient pour beaucoup de travailleurs les idéaux socialistes authentiques.

### **N'est-il pas vrai que toutes les formes d'auto-organisation selon les principes anarchistes se sont finalement effondrées ?**

Il n'y a pas de « principes anarchistes » fixes, une sorte de catéchisme libertaire auquel il faudrait prêter allégeance. L'anarchisme, du moins tel que je le comprends, est un mouvement de la pensée et de l'action humaines qui cherche à identifier les structures d'autorité et de domination, à leur demander de se

justifier et, dès qu'elles en sont incapables, ce qui arrive fréquemment, à tenter de les dépasser.

Loin de s'être « effondré », l'anarchisme, la pensée libertaire, se porte très bien. Il est à la source de nombreux progrès réels. Des formes d'oppression et d'injustice qui étaient à peine reconnues, et encore moins combattues, ne sont plus admises. C'est une réussite, une avancée pour l'ensemble du genre humain, pas un échec.

### **Notes**

1. Edward Herman et Noam Chomsky, *Manufacturing Consent*, Pantheon, New York, 2002. La « fabrique du consentement » est une expression de l'essayiste américain Walter Lippmann, qui, à partir des années 1920, mettant en doute la capacité de l'homme ordinaire à se déterminer avec sagesse, a proposé que les élites savantes « assainissent » l'information avant qu'elle n'atteigne la masse.

2. Tina, initiales de « *There is no alternative* » (« il n'y a pas de solution de rechange »), propos de Mme Margaret Thatcher posant le caractère inéluctable du capitalisme néolibéral, qui n'est qu'une forme possible de « mondialisation ».